



Mercredi 22 Avril 2009 - 13h32

Mercredi 22 Avril 2009

## **PAYS DE SENLIS Les sécessionnistes contre-attaquent**



Blessés dans leur honneur, les élus mis en cause dans le coup de force perpétré mercredi à la communauté de communes, contestent la version du maire de Senlis. Et exigent des sanctions !

L'heure est aux règlements de compte. Après le coup de force mené, mercredi dernier, par huit élus de la République et délégués de la communauté de communes du Pays de Senlis (CCPS), les maires sécessionniste à l'origine de la polémique ont la ferme intention de défendre leur honneur : « *Non, nous ne sommes pas des voyous !* » tient à faire savoir au nom de tous, le premier adjoint à la mairie de Villers-Saint-Frambourg, Laurent Nocton.

Faisant bloc, maires et représentants des treize communes concernées ont en l'occurrence vivement contesté, lundi soir, lors d'une conférence de presse, les déclarations du maire de Senlis, Jean-Christophe Canter, selon lesquelles les huit élus auraient, le mercredi 15 avril au matin, « *séquestré, enfermé dans son bureau* » et « *frappé au ventre* » le directeur des services de la CCPS, avant de s'emparer des photocopies de délibérations du conseil communautaire (notre édition du 17 avril).

« *C'était la première fois qu'on avait la possibilité d'être en force*, a admis le maire de Fontaine-Châalis, Alexis Patria. *C'était le seul moyen que nous avons trouvé pour avoir ces documents.* » Personne ne le conteste d'ailleurs : ce coup de force - ou coup d'éclat destiné à rappeler au préfet de l'Oise l'urgence de la situation ? - avait pour objectif de répondre à la « *mauvaise volonté* » du directeur des services à fournir, comme l'avait vainement réclamé à plusieurs reprises le maire de Pontarmé et premier vice-président de la CCPS, Alain Battaglia, copies de ces délibérations prises en 2008, dont le compte-rendu intégral était officiellement « *disponible* », comme il est stipulé en bas de page du compte rendu sommaire de la CCPS du 27 mars.

« **Y aurait-il quelque chose à cacher ?** »



Mercredi 22 Avril 2009 - 13h35

Mercredi 22 Avril 2009

## « Nous n'avons pas enfermé le directeur »

Les élus nient farouchement avoir « *enfermé le directeur* », « *volé* » ou commis la moindre « *violence physique de qui que ce soit sur qui que ce soit* ». Aucun « *coup dans le ventre* » ni tentative d'étranglement avec la cravate du DGS, comme le prétend Jean-Christophe Canter qui, rappellent-ils, n'était d'ailleurs pas présent au moment des faits.

Tout juste Jean-François Tuilliez concède-t-il avoir tendu une main en direction du directeur des services, à hauteur de sa cravate, pour l'empêcher d'avancer. Tandis que cinq d'entre eux se trouvaient au rez-de-chaussée, à la photocopieuse, les autres se contentaient de discuter à l'étage, certes « *le verbe haut* », avec le fonctionnaire territorial. En tous cas, telle est la version livrée d'une voix unanime, lundi soir, en mairie de Villers-Saint-Frambourg.

Droits de reproduction et de diffusion réservés © Courrier picard